

Gelet op het koninklijk besluit van 19 november 1996 betreffende het slaan van zilveren herdenkingsmuntstukken van 250 frank ter gelegenheid van de 20e verjaardag van de Koning Boudewijnstichting;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 28 oktober 1996;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3 §1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de munten nog in 1996 moeten worden uitgegeven, rekening houdend met het feit dat deze uitgifte de 20e verjaardag van de Koning Boudewijnstichting viert,

Besluit:

Artikel 1. De uitgifteprijs van de herdenkingsmunt van 250 F, in proof-kwaliteit, is vastgesteld op 1 100 F per munt.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 19 november 1996.

Ph. MAYSTADT

Vu l'arrêté royal du 19 novembre 1996 relatif à la frappe de pièces commémoratives de 250 francs en argent à l'occasion du 20e anniversaire de la Fondation Roi Baudouin;

Vu l'accord du Ministre de Budget, donné le 28 octobre 1996;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3 §1, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les pièces doivent encore être émises en 1996, compte tenu du fait que l'émission commémore le 20e anniversaire de la Fondation Roi Baudouin,

Arrête :

Article 1^{er}. Le prix d'émission des monnaies de qualité proof de 250 F est fixé à 1 100 F par pièce.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 novembre 1996.

Ph. MAYSTADT

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 96 — 2534

[96/27659]

7 NOVEMBRE 1996 — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 4 avril 1996 organisant l'agrément et le subventionnement des services de santé mentale

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 6°;

Vu le décret du 4 avril 1996 organisant l'agrément et le subventionnement des services de santé mentale;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 juin 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 octobre 1996;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 et modifiées le 4 août 1996, notamment l'article 84, 2°;

Vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité de préciser et de porter à la connaissance des services de santé mentale les normes d'agrément et de subventionnement qui leur seront appliquées;

Considérant que l'adoption et la publication rapides de cet arrêté doivent leur permettre d'introduire une demande d'agrément répondant aux normes dans le délai prescrit par l'article 37 du décret qui est de six mois à dater de son entrée en vigueur;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il convient d'entendre par :

1° Décret : le décret du 4 avril 1996 organisant l'agrément et le subventionnement des services de santé mentale;

2° Ministre : le Ministre qui a la politique de la santé dans ses attributions;

3° Siège : le lieu où se déroulent principalement les activités du service.

CHAPITRE II. — Dispositions particulières

Section 1^{re}. — Concertation pluridisciplinaire

Art. 3. La concertation visée à l'article 4 du décret se réalise au moins une fois par semaine, au sein de l'équipe pluridisciplinaire.

L'objet de la concertation pluridisciplinaire est, notamment :

1° d'examiner toute demande nouvellement adressée au service et préalablement instruite par l'un des membres de l'équipe pluridisciplinaire compétent;

2° d'identifier au sein de l'équipe pluridisciplinaire le ou les intervenants qui pourront répondre à ces demandes;

- 3° de fixer le traitement le plus adapté aux demandes de prise en charge;
- 4° de décider de l'orientation et/ou de l'accompagnement éventuel de la demande vers un autre service mieux adapté;
- 5° de débattre du diagnostic, de l'évolution du traitement ou de tout autre problème, à la demande de l'un des membres de l'équipe;
- 6° d'examiner et d'évaluer tout projet collectif extérieur répondant aux missions énoncées à l'article 5 du décret.

Section 2. — Informations et données anonymes à caractère épidémiologique

Art. 4. Les informations et les données anonymes à caractère épidémiologique visées à l'article 9 du décret portent sur:

- 1° le nombre de demandes de prise en charge;
- 2° les types de pathologies rencontrées;
- 3° la gravité des pathologies;
- 4° les caractéristiques sociologiques suivantes des populations desservies et des personnes qui introduisent une demande de prise en charge: l'âge, le sexe, l'état civil, la situation socio-professionnelle, familiale, la nationalité, la langue maternelle;
- 5° le type et la durée du traitement ainsi que la fréquence des interventions du service de santé mentale et de celles qui ont un caractère pluri-institutionnel;

Section 3. — Diplômes, qualifications et perfectionnement des membres de l'équipe pluridisciplinaire

Art. 5. La fonction psychiatrique est exercée par un médecin agréé au titre de spécialiste en psychiatrie, neuropsychiatrie ou pédopsychiatrie.

La fonction psychologique est exercée par une personne pouvant se prévaloir du titre de psychologue.

La fonction sociale est exercée par une personne titulaire du diplôme soit d'assistant social soit d'infirmier gradué social.

La fonction administrative est exercée par une personne titulaire d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur ou de niveau équivalent.

Art. 6. Les fonctions complémentaires sont exercées par des personnes titulaires de l'un des diplômes suivants:

- 1° doctorat en médecine, chirurgie et accouchement ayant entamé le stage de spécialisation en psychiatrie;
- 2° licence en psychologie, logopédie, kinésithérapie ou criminologie;
- 3° graduat infirmier spécialisé en psychiatrie ou en sciences sociales;
- 4° graduat en logopédie, kinésithérapie ou ergothérapie;
- 5° graduat d'assistant en psychologie;
- 6° éducateur spécialisé A1.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} et à titre transitoire, les membres du personnel en fonction dans un service de santé mentale à la date d'entrée en vigueur du décret du 4 avril 1996 et subsidiés conformément à l'arrêté royal du 20 mars 1975 sont autorisés à poursuivre l'exercice de celle-ci dans le même service à condition qu'ils possèdent un des diplômes visés dans la liste arrêtée par le Ministre.

Art. 7. Le membre de l'équipe pluridisciplinaire titulaire d'une fonction psychiatrique, psychologique ou sociale suit au moins une fois tous les cinq ans une formation de perfectionnement liée à l'exercice de sa fonction.

Le pouvoir organisateur produit les attestations permettant de vérifier que le membre de l'équipe pluridisciplinaire a suivi une formation visée à l'alinéa 1^{er}.

Section 4. — Convention avec les prestataires de soins indépendants

Art. 8. Tous les prestataires de soins qui prestent en qualité d'indépendants dans les services de santé mentale concluent avec le pouvoir organisateur une convention écrite stipulant notamment qu'ils participent aux concertations pluridisciplinaires hebdomadaires prévues à l'article 3 et à toute autre concertation à laquelle le service de santé mentale prend part.

La convention précise que les honoraires réclamés ne pourront en aucun cas être supérieurs aux tarifs prévus par les conventions liant les organismes assureurs aux prestataires agréés par les services de l'I.N.A.M.I.

Section 5. — Accessibilité du service

Art. 9. Le siège principal du service de santé mentale est ouvert les jours ouvrables, du lundi au vendredi, de 9 à 17 heures.

En outre, à moins que des consultations ne soient tenues le samedi de 9 à 12 heures, des consultations sont tenues au moins jusqu'à 19 heures une fois par semaine au minimum.

Art. 10. Les locaux doivent comporter au minimum un secrétariat, une salle d'attente, des bureaux de consultation et des installations sanitaires adaptées.

Les locaux doivent être adaptés aux activités du service de santé mentale et garantir la confidentialité des entretiens.

Lorsqu'un service de santé mentale organise à la fois des consultations pour enfants et adolescents et des consultations pour adultes, il réalise une séparation effective dans l'espace ou dans le temps entre ces types de consultations, sauf contre-indication dans l'intérêt des personnes prises en charge.

Le service de santé mentale doit être accessible à toute personne handicapée.

Section 6. — Coût des consultations données par le personnel non médical subsidié

Art. 11. Le montant maximum qui peut être réclamé en application de l'article 23, alinéa 6, du décret pour les consultations données par le personnel non médical subsidié ne peut dépasser la somme de 350 F par personne et par prestation.

Tout paiement demandé à ce titre donne lieu à la délivrance d'un reçu mentionnant la date, l'identité du prestataire et de la personne prise en charge et le montant perçu.

Un double de ce reçu est conservé par le service de santé mentale.

Section 7. — Procédure d'agrément

Art. 12. Le dossier de demande d'agrément est introduit auprès du Ministre par lettre recommandée; il est instruit par la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé.

Il comprend, outre les données énoncées à l'article 24 du décret, les données et documents suivants :

1° l'identification du ou des sièges d'activités : dénominations, adresses, numéros de téléphone, nom du responsable de la gestion journalière;

2° le nom des communes comprises dans le secteur à desservir par chaque siège ainsi que leur nombre d'habitants;

3° les jours et heures d'ouverture du service;

4° les noms, titres, diplômes et fonctions de chaque membre de l'équipe pluridisciplinaire;

5° les volumes des prestations et horaires d'activité de chaque membre de l'équipe pluridisciplinaire;

6° un exemplaire type du dossier individuel utilisé;

7° la description des activités et la mention de celles faisant l'objet d'une subside distincte;

8° un plan indiquant les communications internes et la destination des locaux;

9° le statut et l'identification du pouvoir organisateur;

10° une copie des contrats de travail des membres du personnel et des contrats conclus avec les prestataires exerçant dans le cadre des missions du service de santé mentale;

Art. 13. Le Ministre statue sur la demande d'agrément après avoir recueilli l'avis du Conseil régional des services de Santé mentale.

Si la demande que la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé instruit n'est pas accompagnée de tous les documents et données visés à l'article 12, le demandeur en est avisé endéans les deux mois. A défaut d'avis dans ce délai, la demande est considérée comme complète et régulière.

Art. 14. Le renouvellement de l'agrément pour une période de six ans doit être demandé six mois au plus et quatre mois au moins avant l'expiration de l'agrément en cours. La demande se fait par lettre recommandée à la poste adressée au Ministre qui en assure l'instruction et doit être accompagnée du dossier visé à l'article 12.

Le Ministre statue sur la demande de renouvellement dans les trois mois de sa réception.

Art. 15. Les décisions de refus, de retrait ou de non renouvellement d'agrément sont notifiées au demandeur par lettre recommandée à la poste et sont susceptibles d'un recours auprès du Gouvernement.

Le recours visé à l'alinéa 1^{er} doit être introduit par envoi recommandé, dans les deux mois de la notification de la décision contestée, auprès du Ministre qui le soumet dans les plus brefs délais au Gouvernement.

Lorsqu'il vise un retrait ou un non-renouvellement de l'agrément, le recours n'est pas suspensif. En cas d'accueil du recours, le droit aux subventions est octroyé à partir de la date fixée par le Gouvernement.

Art. 16. La Direction générale de l'Action sociale et de la Santé tient à jour la liste des services de santé mentale agréés.

Section 8. — Initiatives visant à rencontrer un problème de santé mentale spécifique

Art. 17. Les subventions en vue de favoriser des initiatives visant à rencontrer un problème de santé mentale spécifique peuvent être octroyées aux services de santé mentale agréés qui mettent en place des projets qui, à la fois :

1° concourent à l'exécution des missions visées aux articles 4 et 5 du décret;

2° sont échelonnés sur une durée déterminée de trois ans maximum, éventuellement prolongée sur la base d'un rapport final détaillé précisant le fonctionnement et les résultats atteints;

3° présentent un caractère novateur ou expérimental résultant :

a) soit du groupe-cible auquel le projet s'adresse;

b) soit de l'approche méthodologique du projet.

Section 9. — Subventions couvrant les dépenses de personnel

Art. 18. Les dépenses de personnel ne sont prises en considération que si elles n'excèdent pas les échelles barémiques annexées au présent arrêté.

Les charges sociales patronales sont plafonnées à 9,69 % en ce qui concerne le personnel statutaire et à 23,42 % en ce qui concerne le personnel contractuel des services publics.

Elles sont plafonnées à 32,49 % en ce qui concerne les services comptant moins de 10 membres du personnel et à 34,59 % en ce qui concerne les services privés comptant plus de 10 membres du personnel.

Les pourcentages énoncés aux alinéas 2 et 3 sont adaptés par le Ministre qui a la santé dans ses attributions en cas de modification des dispositions fédérales en la matière.

En cas de remplacement du membre de l'équipe pluridisciplinaire temporairement absent, seront seules prises en compte pour le calcul des subventions, les dépenses de personnel du membre effectivement en fonction.

Art. 19. § 1^{er}. Sont admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires, les services effectifs et pouvant être considérés comme expérience utile que le personnel a antérieurement presté auprès de services agréés ou subventionnés par :

- 1° l'Union européenne, l'Etat fédéral, les Régions, les Communautés ou la Commission communautaire française;
- 2° une institution de droit international dont est membre l'Etat fédéral, la Communauté française, la Commission communautaire française, la Communauté germanophone ou la Région wallonne;
- 3° une institution qui relevait du Gouvernement du Congo belge ou du Gouvernement du Rwanda Burundi, constituée ou non en personne juridique distincte;
- 4° une institution de l'Etat fédéral relevant du pouvoir législatif, du pouvoir exécutif ou du pouvoir judiciaire, constituée ou non en personne juridique distincte;
- 5° une institution d'une Communauté ou d'une Région relevant du pouvoir décretal ou du pouvoir exécutif, constituée ou non en personne juridique distincte;
- 6° une institution relevant d'une province, d'une commune, d'une association de communes, d'une agglomération ou d'une fédération des communes, ainsi que toute institution relevant d'un établissement subordonné à une province ou à une commune;
- 7° toute autre institution de droit belge qui répond à des besoins collectifs, d'intérêt général ou local et dans la création ou la direction particulière de laquelle se constate la prépondérance de l'autorité publique ainsi que de toute institution ayant existé au Congo belge ou au Rwanda Burundi, qui répondrait aux mêmes conditions.

Le Ministre détermine les services visés à l'alinéa 1^{er} qui peuvent être considérés comme expérience utile.

§ 2. Le membre du personnel engagé à temps partiel obtient les augmentations intercalaires de la même manière qu'un membre du personnel engagé à temps plein.

Toutefois, si un membre du personnel a été engagé à temps partiel par le service de santé mentale et preste dorénavant temps plein, les services qu'il aura prestés à temps partiel seront calculés au prorata d'un horaire complet pour la détermination de son ancienneté pécuniaire à partir du moment où il preste à temps plein.

Les services effectifs qu'un membre du personnel a prestés antérieurement dans une autre fonction rémunérée, et admissibles pour le calcul des augmentations intercalaires tel qu'il est fixé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, seront également calculés au prorata d'un horaire complet pour la détermination de son ancienneté pécuniaire pour la période antérieure à l'entrée dans un service de santé mentale.

§ 3. Les services admissibles qui couvrent des mois entiers sont directement valorisés dans l'ancienneté pécuniaire.

Les services admissibles qui couvrent des fractions de mois sont totalisés en fin d'année. Les fractions de mois totalisant des périodes de trente jours sont valorisées dans l'ancienneté pécuniaire, à concurrence d'un mois par période de trente jours.

§ 4. Les anciennetés sont prises en considération dans le mois de la production de documents certifiés exacts reprenant notamment le nom et la date de naissance du membre du personnel, le nom des employeurs, l'objet du service et la nature de l'emploi, le statut, le nombre d'heures de prestations, ainsi que la preuve que ces services étaient agréés ou subventionnés par les autorités des institutions visées au paragraphe 1^{er}.

§ 5. Les dispositions du présent article sont applicables sans effet rétroactif à partir de la date d'entrée en vigueur de cet arrêté du Gouvernement portant exécution du décret du 4 avril 1996 organisant l'agrément et le subventionnement des services de santé mentale.

Section 10. — Subventions de première installation

Art. 20. Les subventions de première installation couvrent les dépenses d'équipement mobilier réalisées dans les trois ans de la date de l'agrément et le coût des travaux d'aménagement des locaux effectués dans les trois ans de la date de l'agrément.

Les subventions sont payées dans le courant de l'exercice budgétaire qui suit l'introduction des justificatifs.

Section 11. — Sanctions administratives

Art. 21. Lorsque la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé constate qu'un service de santé mentale agréé ne respecte pas les dispositions du décret ou de ses arrêtés d'exécution, elle en informe le Ministre qui peut soit décider du retrait de l'agrément après avoir recueilli l'avis du Conseil régional des services de Santé mentale, soit décider de réduire ou suspendre les subventions prévues par l'article 26 du décret.

La décision indique notamment sa date de prise d'effet, sa durée et, s'il s'agit d'une réduction des subventions, son montant.

Les décisions de réduction ou de suspension de subvention sont notifiées au demandeur par lettre recommandée à la poste et sont susceptibles d'un recours au Gouvernement.

Le recours doit être introduit par envoi recommandé dans les deux mois de la décision contestée auprès du Ministre qui le soumet dans les plus brefs délais au Gouvernement.

Le recours n'est pas suspensif. En cas d'accueil du recours, le droit aux subventions est rétabli à partir de la date fixée par le Gouvernement.

En cas de retrait d'agrément, l'article 15 est d'application.

Section 12. — Règles de fonctionnement du Conseil régional des services de santé mentale

Art. 22. § 1^{er}. Il est constitué, au sein du Conseil régional des services de santé mentale, ci-après dénommé le Conseil, un bureau chargé de l'organisation et de la coordination des travaux. Le bureau prépare les réunions du Conseil, fixe l'ordre du jour et veille à la transmission des avis adoptés par le Conseil.

Le bureau se compose du président et des deux vice-présidents désignés par le Ministre.

Le secrétariat du Conseil et du bureau est assuré par un secrétaire et un secrétaire adjoint désignés par le Ministre parmi les membres du personnel de la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé.

§ 2. Le Conseil ne peut émettre valablement son avis qu'à la condition que la moitié des membres au moins soit présente.

Si le quorum de présence n'est pas atteint, les membres sont convoqués une nouvelle fois, au plus tard dans les quinze jours qui suivent. Dans ce cas, quel que soit le nombre de membres présents, le Conseil siège valablement.

Les décisions sont prises à la majorité simple. En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

§ 3. Les vice-présidents assurent, à tour de rôle, la présidence des séances en cas d'empêchement du président. Le vice-président a voix prépondérante en cas de parité des voix.

Art. 23. La participation aux séances de travail organisées par le Conseil et par le bureau donne droit à un jeton de présence dont le montant est fixé comme suit :

1° président :	750 F;
2° vice-présidents :	600 F;
3° autres membres :	500 F.

Les jetons de présence couvrent les travaux accessoires aux séances de travail.

Art. 24. Le président, les vice-présidents et les membres non fonctionnaires du Conseil et du bureau bénéficient, sur présentation de pièces justificatives ou, à défaut, d'un état de débours, du remboursement de leurs frais de parcours aux conditions suivantes :

1° ceux qui utilisent les moyens de transport en commun sont remboursés de leurs frais sur la base des tarifs officiels. Si ces moyens de transport comportent plusieurs classes, ils sont remboursés du prix du déplacement en première classe;

2° ceux qui utilisent leur voiture personnelle ont droit à une indemnité kilométrique déterminée conformément au tarif fixé par la réglementation applicable aux fonctionnaires de la Région de rang A4;

3° la Région n'assume pas la couverture des risques résultant de l'utilisation d'une voiture personnelle.

Art. 25. Les personnes qui sont appelées à participer aux séances de travail du Conseil et qui n'en sont pas membres, sont assimilées à ceux-ci pour l'octroi des jetons de présence et le remboursement de leurs frais de parcours.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 26. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

Art. 27. Le Ministre qui a la politique de la Santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 7 novembre 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Annexe

ECHELLES DE TRAITEMENTS INDEXEES AU 1er MAI 1996 (INDEX : 117,17 %)

	C3 (Assistant, barème R.W.)		1/55, 1/61, 1/77 (Assistant social, gradué, barème hôpitaux psychiatriques de la R.W.)		1/80 (Psychologue ou licencié, barèmes hôpitaux psychiatriques de la R.W.)		A4s (Médecin-Directeur, barème R.W.)	
	annuel	mensuel	annuel	mensuel	annuel	mensuel	annuel	mensuel
0	639.57	53.305	730.747	60.896	964.157	80.346	1.673.625	139.469
1	652.166	54.347	745.068	62.089	993.371	82.781	1.702.808	141.901
2	664.675	55.390	759.390	63.283	1.022.584	85.215	1.731.992	144.333
3	677.184	56.432	814.644	67.887	1.072.671	89.389	1.761.175	146.765
4	677.184	56.432	814.644	67.887	1.072.671	89.389	1.761.175	146.765
5	689.693	57.474	839.197	69.933	1.117.533	93.128	1.820.157	151.680
6	701.410	58.451	839.197	69.933	1.117.533	93.128	1.831.874	152.656
7	718.086	59.840	863.750	71.979	1.162.398	96.866	1.890.857	157.571
8	718.086	59.840	863.750	71.979	1.162.398	96.866	1.890.857	157.571
9	751.436	62.620	984.331	82.028	1.207.262	100.605	1.949.839	162.487

	C3 (Assistant, barème R.W.)		1/55, 1/61, 1/77 (Assistant social, gradué, barème hôpitaux psychiatriques de la R.W.)		1/80 (Psychologue ou licencié, barèmes hôpitaux psychiatriques de la R.W.)		A4s (Médecin-Directeur, barème R.W.)	
	annuel	mensuel	annuel	mensuel	annuel	mensuel	annuel	mensuel
10	751.436	62.620	984.331	82.028	1.207.262	100.605	1.949.839	162.487
11	784.786	65.399	1.009.372	84.114	1.252.127	104.344	2.008.821	167.402
12	796.503	66.375	1.026.065	85.505	1.268.819	105.735	2.020.538	168.378
13	825.686	68.807	1.051.104	87.592	1.313.683	109.474	2.079.520	173.293
14	825.686	68.807	1.051.104	87.592	1.313.683	109.474	2.079.520	173.293
15	854.870	71.239	1.076.144	89.679	1.358.547	113.212	2.138.502	178.209
16	854.870	71.239	1.076.144	89.679	1.358.547	113.212	2.138.502	178.209
17	884.054	73.671	1.101.184	91.765	1.403.411	116.951	2.197.485	183.124
18	895.771	74.648	1.187.432	98.953	1.403.411	116.951	2.209.202	184.100
19	924.954	77.080	1.212.472	101.039	1.448.275	120.690	2.268.184	189.015
20	924.954	77.080	1.212.472	101.039	1.448.275	120.690	2.268.184	189.015
21	954.138	79.511	1.237.511	103.126	1.493.139	124.428	2.327.166	193.931
22	954.138	79.511	1.237.511	103.126	1.493.139	124.428	2.327.166	193.931
23	983.321	81.943	1.262.551	105.213	1.538.003	128.167	2.386.148	198.846
24	995.038	82.920	1.262.551	105.213	1.538.003	128.167	2.397.865	199.822
25	1.024.222	85.352	1.287.591	107.299	1.538.003	128.167	2.397.865	199.822
26	1.024.222	85.352	1.287.591	107.299	1.538.003	128.167	2.397.865	199.822
27	1.053.405	87.784	1.312.631	109.386	1.538.003	128.167	2.397.865	199.822
28	1.053.405	87.784	1.312.631	109.386	1.538.003	128.167	2.397.865	199.822
29	1.082.589	90.216	1.312.631	109.386	1.538.003	128.167	2.397.865	199.822
30	1.094.306	91.192	1.312.631	109.386	1.538.003	128.167	2.409.582	200.799

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N 96 — 2534

[96/27659]

7 NOVEMBER 1996. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 4 april 1996 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 6°;

Gelet op het decreet van 4 april 1996 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 juni 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 16 oktober 1996;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 en gewijzigd op 4 augustus 1996, inzonderheid op artikel 84, 2°;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, speciaal gemotiveerd door het feit dat de diensten voor geestelijke gezondheidszorg op de hoogte moeten worden gesteld van de erkennings- en subsidiëringnormen waaraan ze zullen moeten voldoen;

Overwegende dat dit besluit zo spoedig mogelijk moet worden goedgekeurd en bekendgemaakt, zodat de diensten hun erkenningsaanvraag kunnen indienen binnen de in artikel 37 van het decreet bedoelde termijn van zes maanden volgend op zijn inwerkingtreding;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Decreet : het decreet van 4 april 1996 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg;

2° Minister : de Minister van Gezondheid;

3° Zetel : de plaats waar de activiteiten van de dienst hoofdzakelijk plaatsvinden.

HOOFDSTUK II. — Bijzondere bepalingen

Afdeling 1. — Multidisciplinaire raadpleging

Art. 3. De in artikel 4 van het decreet bedoelde raadpleging wordt minstens één keer per week door de multidisciplinaire ploeg gehouden.

De multidisciplinaire raadpleging heeft met name als doel :

1° elke nieuwe aanvraag die aan de dienst gericht wordt te onderzoeken na voorafgaande behandeling ervan door een bevoegd lid van de multidisciplinaire ploeg;

2° binnen de multidisciplinaire ploeg de interveniënt(en) te identificeren die deze aanvragen kan (kunnen) inwilligen;

3° te beslissen over de meest geschikte behandeling van de aanvragen om tenlasteneming;

4° te beslissen over de oriëntatie en/of de eventuele begeleiding van de aanvragen naar een andere, meer geschikte dienst;

5° op verzoek van een lid van de ploeg te debatteren over de diagnose, de evolutie van de behandeling of over elk ander probleem;

6° elk uitzwendig collectief project te onderzoeken en te evalueren dat in verband staat met de in artikel 5 van het decreet bedoelde opdrachten.

Afdeling 2. — Naamloze informatie en gegevens van epidemiologische aard

Art. 4. De in artikel 9 van het decreet bedoelde naamloze informatie en gegevens van epidemiologische aard hebben betrekking op :

1° het aantal aanvragen om tenlasteneming;

2° de aangetroffen soorten pathologieën;

3° de ernst van de pathologieën;

4° de hiernavermelde sociologische kenmerken van de bediende bevolking en van de personen die een aanvraag om tenlasteneming indienen : leeftijd, geslacht, burgerlijke stand, sociaal-economische en familiale toestand, nationaliteit, moedertaal;

5° het soort behandeling en de duur ervan, alsook de frequentie van de tussenkomsten van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg en van die van multi-institutionele aard.

Afdeling 3. — Diploma's, kwalificaties en bijscholing van de leden van de multidisciplinaire ploeg

Art. 5. De psychiatrische functie wordt vervuld door een geneesheer die gespecialiseerd is in de psychiatrie, neuropsychiatrie of kinderpsychiatrie.

De psychologische functie wordt vervuld door een persoon die zich op de hoedanigheid van psycholoog kan beroepen.

De sociale functie wordt vervuld door een persoon die houder is van een diploma van maatschappelijk assistent of van gegradueerd maatschappelijk verpleger.

De administratieve functie wordt vervuld door een persoon die houder is van een diploma van het hoger secundair onderwijs of van een gelijkwaardig niveau.

Art. 6. De aanvullende functies worden vervuld door personen die houder zijn van één van de volgende diploma's :

1° een doctorsgraad in de genees-, heel- en verloskunde, en die een stage specialisatie in de psychiatrie lopen;

2° een licentie in de psychologie, logopedie, kinesitherapie of criminologie;

3° een graduaat in de verpleegkunde met specialisatie in de psychiatrie of in de sociale wetenschappen;

4° een graduaat in de logopedie, kinesitherapie of ergotherapie;

5° een graduaat assistent in de psychologie;

6° een diploma van gespecialiseerd opvoeder A1.

In afwijking van het eerste lid en bij wijze van overgangsmaatregel mogen de personeelsleden die op de datum van inwerkingtreding van het decreet van 4 april 1996 een functie uitoefenden binnen een dienst voor geestelijke gezondheidszorg en overeenkomstig het koninklijk besluit van 20 maart 1975 bezoldigd worden, die functie binnen dezelfde dienst blijven uitoefenen op voorwaarde dat ze houder zijn van één van de diploma's die op de door de Minister vastgestelde lijst voorkomen.

Art. 7. Het lid van de multidisciplinaire ploeg dat een psychiatrische, psychologische of sociale functie uitoefent, moet minstens één keer om de vijf jaar een bijscholingscursus volgen.

De inrichtende macht verleent een getuigschrift waarbij kan worden nagegaan of het lid van de multidisciplinaire ploeg één van in het eerste lid bedoelde bijscholingscursussen heeft gevolgd.

Afdeling 4. — Overeenkomst met de zelfstandige medische hulpverleners

Art. 8. Alle zelfstandige medische hulpverleners die binnen de diensten voor geestelijke gezondheidszorg als zelfstandige werken, sluiten met de inrichtende macht een schriftelijke overeenkomst waarin wordt vastgelegd dat ze moeten deelnemen aan de in artikel 3 bedoelde wekelijkse multidisciplinaire raadplegingen en aan elke andere raadpleging waaraan de dienst deelneemt.

In de overeenkomst wordt verder bepaald dat de geëiste honoraria in geen geval hoger mogen zijn dan de tarieven vastgesteld in de overeenkomsten die de verzekeringsinstellingen aan de door de diensten van het RIZIV erkende hulpverleners verbinden.

Afdeling 5. — Toegankelijkheid van de dienst

Art. 9. De hoofdzetel van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg is toegankelijk op werkdagen, van maandag tot vrijdag tussen 9 en 17 uur.

Bovendien wordt minstens één keer per week tot minimum 19 u spreekuur gehouden, tenzij op zaterdag tussen 9 en 12 uur spreekuur wordt gehouden.

Art. 10. De lokalen moeten plaats bieden voor een secretariaat, een wachtkamer, spreekkamers en geschikte sanitaire installaties.

De lokalen moeten geschikt zijn voor de activiteiten van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg en de vertrouwelijkheid van de gesprekken moet er verzekerd worden.

Een dienst voor geestelijke gezondheidszorg die tegelijkertijd spreekuur houdt voor kinderen en adolescenten enerzijds en volwassenen anderzijds, moet ervoor zorgen dat beide spreekuren in tijd en ruimte gescheiden blijven, behalve contra-indicatie in het belang van de ten laste genomen personen.

De dienst voor geestelijke gezondheidszorg moet voor alle gehandicapte personen toegankelijk zijn.

Afdeling 6. — Kosten van de door het gesubsidieerde niet-medische personeel gehouden spreekuren

Art. 11. Het maximumbedrag dat het gesubsidieerde niet-medische personeel overeenkomstig artikel 23, zesde lid, van het decreet per spreekuur kan vragen, mag niet hoger zijn dan 350 frank per persoon en per verstrekking.

Bij elke betaling wordt een ontvangstbewijs afgegeven waarop de datum, de identiteit van de hulpverlener en van de ten laste genomen persoon alsmede het gestorte bedrag voorkomen.

De dienst voor geestelijke gezondheidszorg bewaart een afschrift van het ontvangstbewijs.

Afdeling 7. — Erkenningsprocedure

Art. 12. Het dossier betreffende de erkenningsaanvraag wordt bij aangetekend schrijven aan de Minister gezonden en vervolgens door de Algemene Directie Sociale Actie en Gezondheid onderzocht.

Naast de in artikel 24 van het decreet bedoelde gegevens bevat het dossier de volgende gegevens en stukken :

1° de identificatie van de zetel(s) : naam, adres, telefoonnummers, naam van de verantwoordelijke van het dagelijkse beheer;

2° de naam van de gemeenten gelegen in de door de zetels te bedienen sector, alsook het aantal inwoners ervan;

3° de openingsdagen en -uren van de dienst;

4° de naam, de hoedanigheid, het diploma en de functie van elk lid van de multidisciplinaire ploeg;

5° de omvang van de verstrekkingen en de activiteitenroosters van elk lid van de multidisciplinaire ploeg;

6° een standaardexemplaar van het gebruikte individuele dossier;

7° de omschrijving van de activiteiten en de vermelding van degene die op een andere manier gesubsidieerd worden;

8° een plan met de interne communicaties en de bestemming van de lokalen;

9° het statuut en de identificatie van de inrichtende macht;

10° een afschrift van de arbeidsovereenkomsten van de personeelsleden en van de overeenkomsten gesloten met de hulpverleners die een functie uitoefenen in het kader van de opdrachten van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg.

Art. 13. De minister beslist over de erkenningsaanvraag na advies van de Gewestelijke raad van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg.

Als bovenvermelde documenten en gegevens niet bij de door de Algemene directie Sociale Actie en Gezondheid behandelde aanvraag zijn gevoegd, wordt de aanvrager binnen twee maanden verwittigd. Indien binnen deze termijn geen advies is uitgebracht, wordt de aanvraag geacht volledig en regelmatig te zijn.

Art. 14. De verlenging van de erkenning voor een periode van zes jaar moet op z'n vroegst zes maanden en uiterlijk vier maanden vóór het verstrijken van de lopende termijn aangevraagd worden. De aanvraag wordt bij ter post aangetekende brief gestuurd aan de Minister die ze zal onderzoeken. Bij de aanvraag moet het in artikel 12 bedoelde dossier worden gevoegd.

De Minister spreekt zich uit over de verlengingsaanvraag binnen drie maanden na ontvangst ervan.

Art. 15. De beslissingen tot weigering, intrekking of niet-verlenging van de erkenning worden bij ter post aangetekende brief aan de aanvrager meegedeeld en zijn vatbaar voor een bij de Regering in te stellen beroep.

Het in het eerste lid bedoelde beroep moet binnen twee maanden na mededeling van de omstreden beslissing bij aangetekend schrijven gestuurd worden aan de Minister die het zo spoedig mogelijk aan de Regering voorlegt.

Als het beroep een intrekking of een niet-verlenging van de erkenning betreft, heeft het geen schorsende kracht. In geval van ontvankelijkheid van het beroep, wordt het recht op de toelagen met ingang van de door de Regering vastgestelde datum toegekend.

Art. 16. De Algemene Directie Sociale Actie en Gezondheid houdt een lijst bij van de erkende diensten voor geestelijke gezondheidszorg.

Afdeling 8. — Initiatieven tot behandeling van een specifieke geestelijke aandoening

Art. 17. De toelagen tot steun van initiatieven die de behandeling van een specifieke geestelijke aandoening beogen, kunnen worden verleend aan de erkende diensten voor geestelijke gezondheidszorg die projecten uitdenken die tegelijkertijd :

- 1° de in de artikelen 4 en 5 van het decreet bedoelde opdrachten helpen vervullen;
- 2° over een periode van maximum 3 jaar verspreid worden, eventueel verlengd op basis van een uitvoerig eindrapport waarin de werking en de behaalde resultaten nader bepaald worden;
- 3° een vernieuwend of experimenteel karakter hebben, te wijten :
 - a) hetzij aan de doelgroep voor wie ze bedoeld zijn;
 - b) hetzij aan de methodologische aanpak ervan.

Afdeling 9. — Toelagen die de personeelsuitgaven dekken

Art. 18. De personeelsuitgaven worden slechts in aanmerking genomen voor zover ze de bij dit besluit gevoegde weddeschalen niet overschrijden.

De werkgeversbijdragen bedragen maximum 9,69 % voor het statutaire personeel en 23,42 % voor het contractuele personeel van de openbare diensten.

Ze bedragen maximum 32,49 % voor diensten met minder dan 10 personeelsleden en 34,59 % voor privé-diensten met meer dan 10 personeelsleden.

De in het tweede en het derde lid bedoelde percentages worden door de Minister van Gezondheid aangepast als de federale bepalingen terzake wijzigingen ondergaan.

Bij vervanging van een lid van de multidisciplinaire ploeg dat tijdelijk afwezig is, worden alleen de personeelsuitgaven van het lid dat zijn functies daadwerkelijk uitoefent in aanmerking genomen voor de berekening van de toelagen.

Art. 19. § 1. Het personeel kan in aanmerking komen voor tussentijdse verhogingen voor effectieve diensten die als nuttige ervaring beschouwd kunnen worden en die verleend werden binnen een dienst erkend of gesubsidieerd door :

- 1° de Europese Unie, de Federale Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen of de Franse Gemeenschapscommissie;
- 2° een instelling van internationaal recht waarvan de Federale Staat, de Franse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie, de Duitstalige Gemeenschap of het Waalse Gewest lid is;
- 3° een instelling die onder de Regering van Belgisch Kongo of onder de Regering van Rwanda Burundi ressorteert, al dan niet als afzonderlijke rechtspersoon opgericht;
- 4° een instelling van de Federale Staat die onder de wetgevende, de uitvoerende of de rechterlijke macht ressorteert, al dan niet als afzonderlijke rechtspersoon opgericht;
- 5° een instelling van een Gemeenschap of een Gewest die onder de decretale of de uitvoerende macht ressorteert, al dan niet als afzonderlijke rechtspersoon opgericht;
- 6° een instelling die onder een provincie, een gemeente, een vereniging van gemeenten, een agglomeratie of een federatie van gemeenten ressorteert, evenals elke instelling die ressorteert onder een aan een provincie of een gemeente ondergeschikte inrichting;
- 7° elke andere instelling van Belgisch recht die in gezamenlijke behoeften van algemeen of plaatselijk belang voorziet, en in de oprichting of het bijzondere bestuur waarvan het openbaar gezag dominerend is, evenals elke instelling die in Belgisch Kongo of in Rwanda Burundi heeft bestaan en aan dezelfde voorwaarden zou voldoen.

De Minister bepaalt welke diensten als nuttige ervaring beschouwd kunnen worden.

§ 2. Een personeelslid met een deeltijdse betrekking heeft, net zoals een personeelslid met een voltijdse betrekking, recht op tussentijdse verhogingen.

Als een personeelslid dat deeltijds in dienst wordt genomen door een dienst voor geestelijke gezondheidszorg voortaan voltijds werkt, zullen zijn deeltijdse dienstverleningen evenwel vanaf zijn voltijdse indienstneming op grond van een volledige uurrooster berekend worden voor de vaststelling van zijn geldelijke anciënniteit.

De diensten die een personeelslid werkelijk verleend heeft in een andere bezoldigde functie en die voor de in § 1, eerste lid, bedoelde berekening van de tussentijdse verhogingen in aanmerking komen, zullen voor de vaststelling van zijn geldelijke anciënniteit eveneens berekend worden op grond van een volledige uurrooster voor de periode voorafgaand aan zijn indienstneming binnen een dienst voor geestelijke gezondheidszorg.

§ 3. De in aanmerking komende dienstverleningen die hele maanden dekken, worden rechtstreeks in de geldelijke anciënniteit gevaloriseerd.

De in aanmerking komende dienstverleningen die maandgedeelten dekken, worden aan het einde van het jaar opgeteld. De maandgedeelten die periodes van dertig dagen totaliseren, worden naar rato van één maand per periode van dertig dagen in de geldelijke anciënniteit gevaloriseerd.

§ 4. De anciënniteit wordt in aanmerking genomen in de loop van de maand van de overlegging van documenten waarvan de juistheid is bevestigd, en waarin o.a. melding wordt gemaakt van de naam en de geboortedatum van het personeelslid, de naam van de werkgevers, het doel van de dienst en het soort betrekking, het statuut en het aantal gepresteerde uren, alsook van het bewijs dat deze diensten door de autoriteiten van de in § 1 bedoelde instellingen erkend of gesubsidieerd werden.

§ 5. De bepalingen van dit artikel zijn zonder terugwerkende kracht van toepassing vanaf de inwerkingtreding van dit besluit van de Regering tot uitvoering van het decreet van 4 april 1996 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg.

Afdeling 10. — Installatietoelagen

Art. 20. De installatietoelagen dekken de uitgaven voor roerende uitrustingen, die gedaan worden binnen drie jaar na de erkenningsdatum, alsook de kosten voor de inrichting van de lokalen als de werkzaamheden binnen drie jaar na de erkenningsdatum uitgevoerd worden.

De toelagen worden verleend in de loop van het begrotingsjaar dat volgt op de indiening van de bewijsstukken.

Afdeling 11. — Administratieve sancties

Art. 21. Wanneer de Algemene Directie Sociale Actie en Gezondheid vaststelt dat een erkende dienst voor geestelijke gezondheidszorg de bepalingen van het decreet of van zijn uitvoeringsbesluiten niet naleeft, verwittigt ze de Minister die kan beslissen hetzij de erkenning na advies van de Gewestelijke raad van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg in te trekken, hetzij de in artikel 26 van het decreet bedoelde toelagen te verminderen of op te schorten.

De beslissing vermeldt met name de datum van haar inwerkingtreding en haar duur en, als het om een vermindering van de toelagen gaat, het bedrag ervan.

De beslissingen tot vermindering of opschorting van de toelagen worden bij ter post aangetekende brief aan de aanvrager gezonden en kunnen aanleiding geven tot het instellen van een beroep bij de Regering.

Het beroep moet binnen twee maanden na mededeling van de omstreden beslissing bij aangetekende brief worden ingediend bij de Minister die het zo spoedig mogelijk aan de Regering voorlegt.

Het beroep heeft geen schorsende kracht. In geval van ontvankelijkheid van het beroep, wordt het recht op de toelagen met ingang van de door de Regering vastgestelde datum hersteld.

Als de erkenning ingetrokken wordt, is artikel 15 van toepassing.

Afdeling 12. — Werkingsregels voor de Gewestelijke raad van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg

Art. 22. § 1. Binnen de Gewestelijke raad van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, hierna "de Raad" genoemd, wordt een bureau opgericht dat met de organisatie en de coördinatie van de werken belast is. Het bureau bereidt de vergaderingen van de Raad voor, stelt de agenda vast en zorgt voor de overbrenging van de door de Raad goedgekeurde adviezen.

Het bureau bestaat uit de voorzitter en twee vice-voorzitters die door de Minister aangewezen worden.

Het secretariaat van de Raad en van het bureau wordt waargenomen door een secretaris en een adjunct-secretaris die de Minister onder de personeelsleden van de Algemene Directie Sociale Actie en Gezondheid aanwijst.

§ 2. De Raad beraadslaagt slechts op geldige wijze als minstens de helft van de leden aanwezig is.

Als het aanwezigheidsquorum niet bereikt is, worden de leden uiterlijk binnen de eerstkomende veertien dagen opnieuw opgeroepen. In dit geval beraadslaagt de Raad op geldige wijze, ongeacht het aantal aanwezige leden.

De beslissingen worden bij eenvoudige meerderheid genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

§ 3. Bij verhindering van de voorzitter wordt het voorzitterschap beurtelings waargenomen door de vice-voorzitters. Bij staking van stemmen is de stem van de vice-voorzitter doorslaggevend.

Art. 23. De deelneming aan de door de Raad en het bureau belegde vergaderingen geeft recht op de volgende presentiegelden :

1° voorzitter :	750 frank
2° vice-voorzitters :	600 frank
3° andere leden :	500 frank

Het presentiegeld dekt bijkomende werkzaamheden i.v.m. de vergaderingen.

Art. 24. Op overlegging van bewijsstukken of, bij gebreke ervan, van een staat van de onkosten, worden de reiskosten van de voorzitter, de vice-voorzitters en de leden van de Raad die geen ambtenaar zijn, onder de volgende voorwaarden terugbetaald :

1° bij gebruik van het openbaar vervoer worden de reiskosten terugbetaald op basis van de officiële tarieven. Als het openbaar vervoer verschillende klassen telt, wordt de prijs van een kaartje eerste klas terugbetaald;

2° het gebruik van een eigen wagen geeft recht op een bepaalde kilometervergoeding op grond van het tarief vastgesteld in de reglementering die van toepassing is op de gewestelijke ambtenaren van rang A4;

3° de aan het gebruik van een eigen wagen inherente risico's worden niet door het Gewest gedekt.

Art. 25. De personen die de vergaderingen van de Raad moeten bijwonen zonder er lid van te zijn, worden voor de toekenning van presentiegeld en voor de terugbetaling van hun reiskosten gelijkgesteld met personen die geen lid van de Raad zijn.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 26. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1997.

Art. 27. De Minister van Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 november 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

Bijlage

WEDDESCHALEN GEINDEXEERD OP 1 MEI 1996 (INDEX : 117,17 %)

	C3 (Assistent, loonschaal W.G.)		1/55, 1/61, 1/77 (Maatschappelijk assistent, gegradueerde, loonschalen psychiatrische ziekenhuizen van het W.G.)		1/80 (Psycholoog of licentiaat, loonschalen psychiatrische ziekenhuizen van het W.G.)		A4s (Geneesheer-directeur, loonschaal W.G.)	
	jaarlijks	maandelijks	jaarlijks	maandelijks	jaarlijks	maandelijks	jaarlijks	maandelijks
0	639.657	53.305	730.747	60.896	964.157	80.346	1.673.625	139.469
1	652.166	54.347	745.068	62.089	993.371	82.781	1.702.808	141.901
2	664.675	55.390	759.390	63.283	1.022.584	85.215	1.731.992	144.333
3	677.184	56.432	814.644	67.887	1.072.671	89.389	1.761.175	146.765
4	677.184	56.432	814.644	67.887	1.072.671	89.389	1.761.175	146.765
5	689.693	57.474	839.197	69.933	1.117.533	93.128	1.820.157	151.680
6	701.410	58.451	839.197	69.933	1.117.533	93.128	1.831.874	152.656
7	718.086	59.840	863.750	71.979	1.162.398	96.866	1.890.857	157.571
8	718.086	59.840	863.750	71.979	1.162.398	96.866	1.890.857	157.571
9	751.436	62.620	984.331	82.028	1.207.262	100.605	1.949.839	162.487
10	751.436	62.620	984.331	82.028	1.207.262	100.605	1.949.839	162.487
11	784.786	65.399	1.009.372	84.114	1.252.127	104.344	2.008.821	167.402
12	796.503	66.375	1.026.065	85.505	1.268.819	105.735	2.020.538	168.378
13	825.686	68.807	1.051.104	87.592	1.313.683	109.474	2.079.520	173.293
14	825.686	68.807	1.051.104	87.592	1.313.683	109.474	2.079.520	173.293
15	854.870	71.239	1.076.144	89.679	1.358.547	113.212	2.138.502	178.209
16	854.870	71.239	1.076.144	89.679	1.358.547	113.212	2.138.502	178.209
17	884.054	73.671	1.101.184	91.765	1.403.411	116.951	2.197.485	183.124
18	895.771	74.648	1.187.432	98.953	1.403.411	116.951	2.209.202	184.100
19	924.954	77.080	1.212.472	101.039	1.448.275	120.690	2.268.184	189.015
20	924.954	77.080	1.212.472	101.039	1.448.275	120.690	2.268.184	189.015
21	954.138	79.511	1.237.511	103.126	1.493.139	124.428	2.327.166	193.931
22	954.138	79.511	1.237.511	103.126	1.493.139	124.428	2.327.166	193.931
23	983.321	81.943	1.262.551	105.213	1.538.003	128.167	2.386.148	198.846
24	995.038	82.920	1.262.551	105.213	1.538.003	128.167	2.397.865	199.822
25	1.024.222	85.352	1.287.591	107.299	1.538.003	128.167	2.397.865	199.822
26	1.024.222	85.352	1.287.591	107.299	1.538.003	128.167	2.397.865	199.822
27	1.053.405	87.784	1.312.631	109.386	1.538.003	128.167	2.397.865	199.822
28	1.053.405	87.784	1.312.631	109.386	1.538.003	128.167	2.397.865	199.822
29	1.082.589	90.216	1.312.631	109.386	1.538.003	128.167	2.397.865	199.822
30	1.094.306	91.192	1.312.631	109.386	1.538.003	128.167	2.409.582	200.799